



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 27 JUL. 2021

**autorisant M. Frédéric OTT à exploiter un élevage « IED » de 53 000 emplacements
de volailles de chair sur la commune d'OHLUNGEN**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} du livre V ;
- VU** la directive 2010/75/EU relative aux émissions industrielles (directive IED) ;
- VU** le règlement UE 1069/2009 du parlement et du conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/ 2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- VU** le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) annexé à l'article L. 511-2 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration des émissions polluantes et des déchets ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole modifié ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 09 août 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Grand-Est ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 août 2019 établissant le référentiel de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée à l'échelle de la région Grand Est ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2020 portant dérogation aux prescriptions générales de distances relative aux élevages de bovins, de volailles et / ou de gibiers à plumes et de porcs de Frédéric OTT ;
- VU** le récépissé de déclaration du 15 juin 2011 au titre des installations classées, adressé pour l'exploitation d'un établissement d'élevage de volailles d'un total de 29 500 animaux-équivalents à M. Frédéric OTT sur le territoire de la commune d'Ohlungen ;
- VU** le dossier de demande d'autorisation environnementale de Frédéric OTT du 12 octobre

2020, complété le 14 décembre 2020 puis le 2 février 2021;

- VU** les avis de la direction départementale des territoires du Bas-Rhin du 30 octobre 2020 puis du 18 décembre 2020;
- VU** l'avis de l'agence régionale de santé du 19 octobre 2020;
- VU** l'avis du service d'incendie et secours du Bas-Rhin du 16 novembre 2020 ;
- VU** l'avis de l'autorité environnementale du 5 février 2021 et le mémoire en réponse de l'exploitant du 22 février 2021 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées N°2021-1003 du 12 février 2021 proposant l'organisation d'une enquête publique ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 mars 2021 portant ouverture d'une enquête publique tenue du 9 avril au 11 mai 2021 inclus ;
- VU** les avis des communes de Berstheim, Dauendorf, Ohlungen, Kriegsheim et Wintershouse ;
- VU** l'avis favorable du commissaire enquêteur du 2 juin 2021 ;
- VU** le rapport N°2021-04011 de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin du 22 juin 2021 ;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) du 08 juillet 2021 ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 511-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers et les inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que l'installation a mis en place les meilleures techniques disponibles pour réduire les émissions d'azote et de phosphore rejetées par les animaux ;

CONSIDÉRANT que le dossier est en adéquation avec les enjeux identifiés et qu'il démontre une bonne prise en compte de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet offre toutes les garanties pour un fonctionnement conforme à la législation et sans risque majeur pour l'environnement ;

APRÈS communication du projet d'arrêté à l'exploitant;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin.

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1-1 : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1-1-1 : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

M. Frédéric OTT, dont le siège social est situé au 1 rue de la Prairie sur le territoire de la commune de Ohlungen (67 590), est autorisé à exploiter les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1-1-2 : INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A

DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou les inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 1-2 : NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1-2-1: LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSES

L'installation est visée par la rubrique de la nomenclature ICPE suivante :

Rubrique Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Volume	Arrêté ministériel applicable
3660-a	Autorisation	Activité d'élevage intensif de volailles de plus de 40 000 emplacements	53 000 emplacements	27 décembre 2013 modifié

Volume : capacité maximale autorisée en référence à la nomenclature des installations classées.

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3660 relative à l'élevage intensif et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF « Élevage intensif de volailles ».

ARTICLE 1-2-2 : SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'élevage de poulets de chair est effectué dans 4 bâtiments distincts :

Bâtiments	Surface	Capacité	Mode d'élevage	Parcelles cadastrales
Bâtiment P1	420 m ² de surface utile	9 000 emplacements	Litière paillée	Section 48 parcelles 37, 38, 39
Bâtiment P2	440 m ² de surface utile	9 000 emplacements	Litière paillée	
Bâtiment P3	620 m ² de surface utile	13 500 emplacements	Litière paillée	
Bâtiment P4	1 116 m ² de surface utile	21 500 emplacements	Litière paillée	

Le site comprend les annexes suivantes :

Installations	Caractéristiques
10 silos verticaux d'aliment	Volume total de stockage de 129 m ³
1 cuve de stockage pour la récupération des sas et eaux de nettoyage des bâtiments P1 et P2 - STO1	Capacité de stockage utile de 15 m ³
1 cuve de stockage pour la récupération des sas et eaux de nettoyage du bâtiment P3 - STO2	Capacité de stockage utile de 20 m ³
1 cuve de stockage pour la récupération des sas et eaux de nettoyage du bâtiment	Capacité de stockage utile de 20 m ³

Installations	Caractéristiques
P4 – STO 3	
Réserve incendie	Réserve de 150 m ³ d'eau.

Les installations mentionnées à l'article 2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1-2-3 : CARACTÉRISATION ET VALORISATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou de déjections produites sur l'exploitation et d'en connaître la valeur fertilisante.

Pour la production de poulets de chair, les poussins sont reçus âgés de quelques heures. Ils sont disposés sur une litière paillée. La production se fait par bandes de 48 jours environ (soit 5,2 bandes par an).

Le fumier de chaque bâtiment, constitué de mélange de déjections de volailles et de paille, non susceptible d'écoulement, est retiré en fin de bande. Il est stocké en bout de champ avant une valorisation par un plan d'épandage.

La production annuelle d'effluents s'élève à :

Effluents à gérer	Volume annuel	Quantité en unité d'azote / an
Fumier de volaille	389 tonnes	8 819 kg

Cette production totale d'effluents est épandue sur les parcelles agricoles du plan d'épandage annexé au dossier de demande d'autorisation environnementale.

Les eaux de lavage des bâtiments d'élevage sont collectées par 3 cuves de 15 à 20 m³ puis épandues conformément au plan d'épandage annexé au dossier de demande d'autorisation environnementale. En période d'interdiction d'épandage, et au besoin, l'exploitant s'engage à faire appel à un vidangeur agréé pour leur prise en charge.

ARTICLE 1-3 : CONFORMITÉ AU DOSSIER D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant le 12 octobre 2020, complété le 14 décembre 2020 puis le 12 février 2021. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

ARTICLE 1-4 : DURÉE DE L'AUTORISATION ET CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans, ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

ARTICLE 1-5 : DÉCLARATION DE MISE EN SERVICE

Dans les quinze jours qui suivent la mise en service des nouveaux bâtiments, l'exploitant adresse à la Préfecture une déclaration précisant la date de mise en place des poulets de chair constituant la première bande du nouveau bâtiment.

ARTICLE 1-6 : MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1-6-1 : MODIFICATIONS DU CHAMP DE L'AUTORISATION

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être

portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la préfète avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1-6-2 : MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS ET DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués à la préfète qui pourra demander une analyse critique des éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dans le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1-6-3 : TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations sous le régime de l'autorisation visées nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

ARTICLE 1-6-4 : ÉQUIPEMENTS ET MATÉRIELS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir la mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1-6-5 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

En application des articles L. 181-15 et R. 181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

ARTICLE 1-6-6 : CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement et pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage agricole.

En cas d'arrêt définitif de l'activité, l'exploitant est tenu de notifier à la préfète la date de cet arrêt au moins trois mois avant celui-ci. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant est tenu de placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

ARTICLE 1-7 : DÉCLARATIONS D'INCIDENTS ET D'ACCIDENTS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences.

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis dans les quinze jours à l'inspection des installations classées.

TITRE 2 – COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2-1 : PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

ARTICLE 2-1-1 : MESURES CONTRE L'INCENDIE – RÉSERVE INCENDIE

Il convient de disposer d'un débit d'eau total de 60 m³/h pendant deux heures, correspondant à un volume de 120m³ calculé conformément à la note technique du 17 janvier 2019 relative aux moyens alternatifs de défense extérieure contre l'incendie des bâtiments d'élevage.

Si le débit d'eau mentionné ci-dessus est inférieur à 240 m³/h, il est admis de disposer uniquement de points d'eau artificiels ou naturels dont le plus proche sera situé à moins de 150 m des entrées du bâtiment.

TITRE 3 – APPLICATION DE LA DIRECTIVE IED

ARTICLE 3-1-1 : DIRECTIVE IED ET MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

Du fait du classement de son activité sous la rubrique 3660, la Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dite directive « IED » s'applique à l'exploitation d'élevage. À ce titre, Frédéric OTT met en œuvre les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) présentées dans le document de référence BREF élevage de février 2017 (Élevage intensif de porcins et de volailles).

ARTICLE 3-1-2 : DÉCLARATION DES ÉMISSIONS POLLUANTES

L'exploitant déclare chaque année les déchets produits et traités par ses installations ainsi que les émissions polluantes de l'établissement dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

TITRE 4 – GESTION DOCUMENTAIRE

ARTICLE 4-1 : DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le plan d'épandage et le cahier d'épandage, tous les documents (y compris comptables) relatifs à la cession à des tiers des effluents ;
- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, diagnostic amiante, etc.) ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées ;

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

TITRE 5 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 5-1 : FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5-2 : ACTE ADMINISTRATIF ANTÉRIEUR

Les dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2020 portant dérogation aux prescriptions générales de distances relative aux élevages de bovins, de volailles et / ou de gibiers à plumes et de porcs de Frédéric OTT, demeurent applicables.

ARTICLE 5-3 :

En vue de l'information des tiers :

- 1°) une copie de l'acte d'autorisation sera déposée en mairie d'Ohlungen ;
- 2°) un extrait dudit arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision, ainsi que les prescriptions auxquelles l'exploitation est soumise, sera affiché dans la mairie pré-citée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire concerné et transmis à la préfecture du Bas-Rhin, le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pour une durée identique ;
- 3°) le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;
- 4°) une copie dudit arrêté sera adressée à chaque conseil municipal consulté.

ARTICLE 5-4 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin, la directrice départementale de la protection des populations chargée de l'inspection des installations classées, Frédéric OTT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- au maire d'Ohlungen, siège de l'enquête,
- aux communes de Batzendorf, Bernolsheim, Berstheim, Brumath, Dauendorf, Haguenau, Kriegsheim, Rottelsheim, Schweighouse-sur-moder, Uhlwiller, Weyersheim et Wintershouse, concernées par l'affichage.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale adjointe



Hélène MONTELLY

Délais et voie de recours

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la paix - BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

